

Alexis Sierra

LA DIVISION SOCIALE DU RISQUE D'ORIGINE NATURELLE

LES BOUES DE QUITO EN ÉQUATEUR

Le risque d'origine naturelle naît de l'exposition de personnes et de biens à un phénomène naturel susceptible de provoquer des dommages. Par définition, le risque est abstrait et correspond à une virtualité. La catastrophe attendue n'est pas celle qui a lieu. Le modèle que s'en font les acteurs urbains est imaginaire, inadapté à la réalité dans toutes ses dimensions, et notamment aux nouvelles configurations de l'urbanisation, à son échelle et à sa diversité sociale. Or la lutte contre le risque dépend étroitement de la perception que se font les acteurs urbains de la menace. La représentation du risque doit être suffisamment intense dans la société pour que les précautions contre le risque puissent être acceptées et justifiées. Une fois la menace identifiée, les gestionnaires doivent arbitrer entre différentes manières d'appréhender et de réduire le risque. La lutte contre le risque devient alors un enjeu politique, économique et social majeur.

Peuplée de 1,5 million d'habitants, Quito, capitale de l'Équateur est située sur un gradin tectonique, au pied d'un massif volcanique, parcourue de ravines (les *quebradas*) sujettes à des coulées et des crues boueuses. Ces deux accidents sont le résultat de la conjonction de deux phénomènes : des mouvements de masse et un ruissellement soudain d'eau consécutif notamment à une averse intense (Perrin J.-L. *et al.*, 2000). Les *quebradas* ayant été progressivement remblayées et équipées d'égouts, les crues boueuses venant des flancs du Pichincha passent en surface et obstruent le réseau d'évacuation des eaux. Pour les mêmes raisons, le cœur de la ville moderne est en proie à des inondations fréquentes mais peu intenses. Face à ce risque, la municipalité a lancé un chantier de lutte contre les inondations et les crues boueuses dont la première phase, de vingt-cinq millions de dollars, concerne les versants nord-occidentaux de la ville c'est-à-dire ceux qui couvrent le flanc du massif du Pichincha vers le nord. La ville est entourée de plusieurs versants, à l'ouest le Pichincha, à l'est le revers de l'escarpement du gradin quiténien. La ville s'est développée le long d'une gouttière entre ces deux massifs (figure 1).

Les mesures prises contre les inondations

Des différents risques d'origine naturelle, ce sont les risques « morphoclimatiques » (inondations, crues et coulées boueuses, mouvement de masse) qui focalisent les moyens. Non que le risque sismique et volcanique soit absent des préoccupations municipales. Il

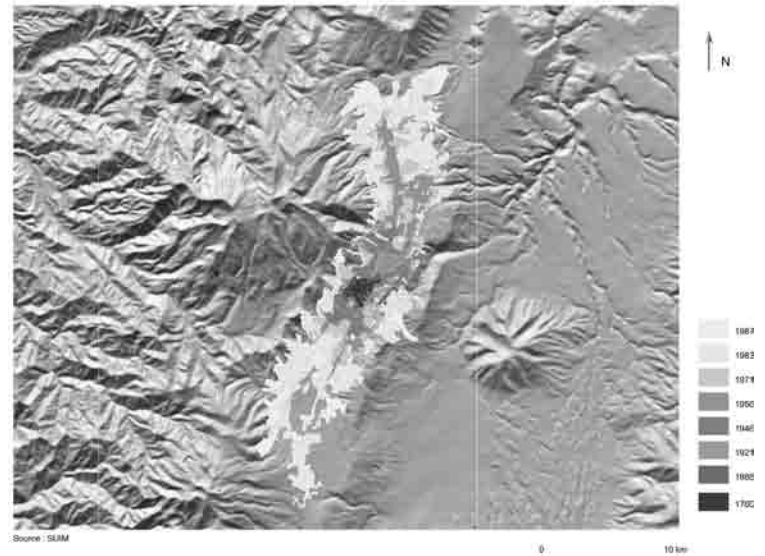


Figure 1 : Expansion entre 1760 et 1987.

existe des réglementations, de l'information diffusée auprès de la population et des systèmes de surveillance. La récente éruption du Pichincha a également introduit un changement de point de vue. Mais sur le long terme, l'accumulation des expertises et des moyens techniques et financiers porte prioritairement sur le risque d'origine morphoclimatique. Celle-ci est clairement territorialisée et comporte trois volets (figure 2) :

- le classement des versants sous le label de « bois protecteur » consiste depuis un décret de 1983 à maintenir boisés les versants qui entourent la ville pour

Les Annales de la recherche urbaine n° 95, 0180-930-VI-04/95/pp. 47-53 © METATM.

lutter contre l'érosion, les crues et la pollution atmosphérique. Dans les faits, cela ne concerne que les versants du Pichincha.

- la réhabilitation des *quebradas* restées ouvertes se limite essentiellement à rendre inconstructibles les talus des *quebradas* et à les nettoyer. L'interdiction de construire le long des *quebradas* sur une largeur de dix mètres de part et d'autre date d'une ordonnance municipale de 1990. Le plan de nettoyage a été accéléré à l'occasion de l'annonce des pluies du Niño en 1997 et de celle de l'éruption du Pichincha en 1998. Les *quebradas* non remblayées se situent essentiellement au sud ; ce sont celles descendant le long des versants nord-occidentaux qui ont été nettoyées en priorité.

- le programme « laderas del Pichincha » de construction d'ouvrages d'ingénierie capte le plus de moyens. Ce programme (versants du Pichincha) était évalué à son lancement en 1998 à vingt-cinq millions de dollars dont vingt issus d'un prêt de la Banque Interaméricaine de Développement (BID). La municipalité et l'Entreprise municipale d'adduction et d'évacuation des eaux, l'EMAAP, en sont les maîtres d'œuvre. Sur le total, vingt millions de dollars sont à la charge de l'EMAAP. À titre de comparaison, les revenus annuels de cette compagnie étaient de vingt-huit millions de dollars en 1998 avec un budget déficitaire de cinq

tion des collecteurs du réseau d'évacuation des eaux de la ville. C'est donc avant tout un programme de construction. Quatre-vingt-trois ouvrages d'art sont en chantiers pour lutter contre les inondations dans la ville. Ils couvrent l'éventail des solutions de l'ingénierie hydraulique avec trente et une digues de terre, treize barrages de régulation des débits, quatre barrages de régulation en dehors du lit des *quebradas*, vingt et une entrées aménagées du réseau d'évacuation des eaux incluant notamment des petits barrages de régulation et des marches cassant les flux, sept ouvrages de déviation des eaux, trois canaux principaux traversant quatre tunnels sur les flancs du massif. L'ensemble de ces ouvrages couvrent une aire spatiale très précisément délimitée : les versants nord-occidentaux de la ville entre les *quebradas* Miraflores et El Rancho. Le domaine de compétence couvre les versants du sommet jusqu'à l'avenue périphérique occidentale.

Le risque d'origine naturelle menace le réseau d'égouts

La mobilisation financière pour ces travaux est importante au regard des capacités de financement d'une municipalité d'un pays du Sud en crise financière, confrontée à d'autres questions sociales épineuses : le logement, la santé, l'éducation, le développement des différents réseaux dans une ville où l'expansion spatiale est largement supérieure à une croissance démographique pourtant déjà soutenue. Que ce soit la compagnie des eaux qui supporte l'essentiel de la lutte contre le risque morphoclimatique est logique compte-tenu de sa perception.

Les actions menées s'attaquent à l'aléa naturel (en particulier l'excès d'eau) en privilégiant les versants nord-occidentaux de la ville. Or, ni les études scientifiques indépendantes ni l'historique des accidents morphoclimatiques (Peltre P., 1989) ne semblent devoir privilégier ces versants plutôt que les versants centraux ou orientaux (figure 3). Les accidents morphoclimatiques les plus meurtriers se sont déroulés dans le quartier de la Libertad, au centre-sud de la ville.

Le risque d'inondation vécu dans la ville est strictement localisé dans le cœur de la ville moderne. En effet, à chaque averse violente, le centre des affaires voit les rues et les sous-sols inondés. La mobilité est alors souvent très perturbée pendant une ou deux heures. Si ces inondations apparaissent dans cette ville andine, c'est non seulement parce que ce centre est situé en fond de gouttière, en creux du gradin, mais surtout parce que l'eau pénétrant dans le réseau d'évacuation des eaux pluviales ne parvient pas à s'évacuer facilement. Or, c'est bien l'EMAAP qui a installé ce réseau et qui doit le gérer. Elle peut donc apparaître comme responsable de cette gêne quotidienne. À

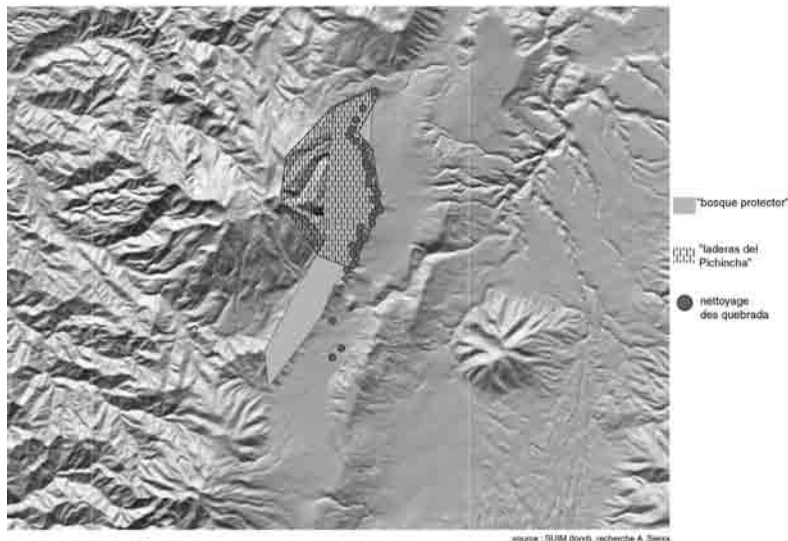


Figure 2 : Localisation des projets de lutte contre les risques morphoclimatiques.

millions de dollars. Les moyens logistiques sont clairement visibles : un siège cossu, une équipe d'ingénieurs et d'architectes, un commissariat de police spécifique pour la surveillance des secteurs traités. Ce programme est l'aboutissement d'une série de trois expertises commandées par l'EMAAP, dont deux internationales.

Sur les vingt-cinq millions, plus de 51 % sont destinés à la construction des ouvrages et à la répara-

chaque saison des pluies, l'EMAAP reçoit plus de cent appels téléphoniques quotidiens liés aux conséquences des pluies. Or, ces appels sont concentrés au nord de la ville, là où le réseau d'égouts est le plus développé. Pour la compagnie des eaux, incriminer la quantité d'eau qui vient des versants est donc un moyen de relativiser sa responsabilité. D'autre part, l'EMAAP souffre des crues boueuses qui obstruent l'entrée de ce réseau. Les collecteurs connaissent également une forte sédimentation liée aux dépôts que laissent les eaux descendant du Pichincha. Pour le bon fonctionnement du réseau, les nettoyages doivent être réguliers. Ils sont néanmoins difficiles parce que les tuyaux déposés en fond de *quebradas* ne sont accessibles que par des puits atteignant parfois 25 mètres de profondeur. De l'avis des ouvriers de la maintenance, le travail est dangereux. Or, durant les mois de mars et d'avril (les plus pluvieux) 50 % du réseau d'égout sont bouchés. En 1998, les frais de maintenance des égouts s'élevaient à 63 % des recettes de la branche égout de l'entreprise et à 12,5 % des recettes de l'ensemble de l'entreprise. Lorsqu'un accident intervient, cette charge augmente soudain. Ainsi, suite au passage d'une crue boueuse dans le quartier de la Comuna en 1997, la réparation de sept collecteurs endommagés a représenté l'équivalent de 1,6 million de francs de l'époque. Le risque morphoclimatique apparaît donc comme le risque de voir s'altérer le fonctionnement du réseau d'assainissement. Cela explique que la lutte contre le risque soit avant tout le fait de l'entreprise chargée de ce réseau.

Ainsi, les tout premiers ouvrages de protection contre le risque d'inondation dans les années soixante-dix furent à l'initiative de l'entreprise municipale. Dans un premier temps, 52 petits barrages de régulation des eaux ont été réalisés en 1976 sur quelques *quebradas* avec pour objectif de réduire la pente, rompre la vitesse des crues et en réduire la charge solide. Cependant, il n'existait pas encore de plan global ni de politique de lutte contre les risques morphoclimatiques à proprement parler. C'est avec l'idée d'étendre le réseau d'assainissement qu'est réalisée la première expertise internationale visant à connaître l'hydrographie de la ville. Or, cette expertise a pour mission de n'étudier que les *quebradas* descendant des versants nord-occidentaux. Les limites spatiales de cette expertise sont en fait exactement les mêmes que celles du chantier «*laderas del Pichincha*» vingt ans plus tard ! Ainsi, se dessine l'idée que le risque morphoclimatique est déterminé par le développement du réseau d'évacuation des eaux usées et pluviales. Les plans successifs de planification urbaine réalisés entre 1942 et 1980 ne traitent jamais du risque d'origine naturelle. Dans le plan de 1980, seul le risque morphoclimatique est abordé, encore ne l'est-il qu'en relation directe avec le fonctionnement des égouts.

Les expertises suivantes s'inscrivent dans la même logique. L'objectif n'est jamais de réduire la mise en exposition des biens et des personnes mais de réduire la quantité d'eau arrivant à l'entrée du réseau d'assainissement. De même, l'espace d'étude reste le même et seul le traitement des versants nord-occidentaux est envisagé. Puisque le signalement téléphonique des incidents dans la ville vient des versants nord-occidentaux, il faut traiter ces versants pour réduire l'eau qui s'y écoule, réduire l'érosion et les mouvements de masse, le tout pour réduire les coulées et les crues boueuses.

Les discours des responsables municipaux et les considérants des projets insistent sur la responsabilité des populations sises sur les versants dans le déclenchement des crues et des coulées boueuses. Les responsables urbains incriminent la coupe du bois, les constructions illégales et le rejet des ordures ménagères et des eaux usées dans les *quebradas*. Le programme de lutte contre le risque morphoclimatique ne se limite alors plus seulement à la construction d'ouvrages d'art. Il comprend le nettoyage des *quebradas*, des programmes de reforestation et surtout l'interdiction de construire sur les versants, qui accueillent les populations nouvelles qui ne trouvent pas à s'installer dans la partie déjà urbanisée et assainie de la ville.

La protection naturelle de la ville contre l'extension urbaine

L'histoire locale des accidents montre que les versants du Pichincha ont toujours connu des mouvements de masse et les *quebradas* des crues boueuses. Ainsi, le nord de la ville a connu de nombreux accidents durant l'année 1928. Or, à cette époque aucune construction n'existait sur les versants du Pichincha, exception faite de quelques *haciendas*. Il en sera ainsi jusqu'au début des années soixante-dix. Vers le milieu des années soixante-dix, les rapports d'expertise commencent à avancer le danger de la déforestation même si le déclenchement naturel des phénomènes morphoclimatiques reste une hypothèse acceptée. La mémoire des accidents anciens est pourtant déjà occultée. En quelques années la représentation des causes évolue puisque en créant le «*bois protecteur*» de Quito en 1983, le ministère de l'agriculture crédibilise l'idée que la déforestation est à l'origine des crues et des coulées boueuses.

Dans ses considérants le décret exécutif rappelle les accidents les plus récents, ceux du début de l'année 1983, mais pas les plus anciens. S'appuyant sur les expertises faites dans l'urgence, le ministre en déduit que «*les flux torrentiels d'eau*» sont dus au manque de couverture végétale¹. L'existence d'un risque justifie

1. Décret exécutif du 8 juin 1983.

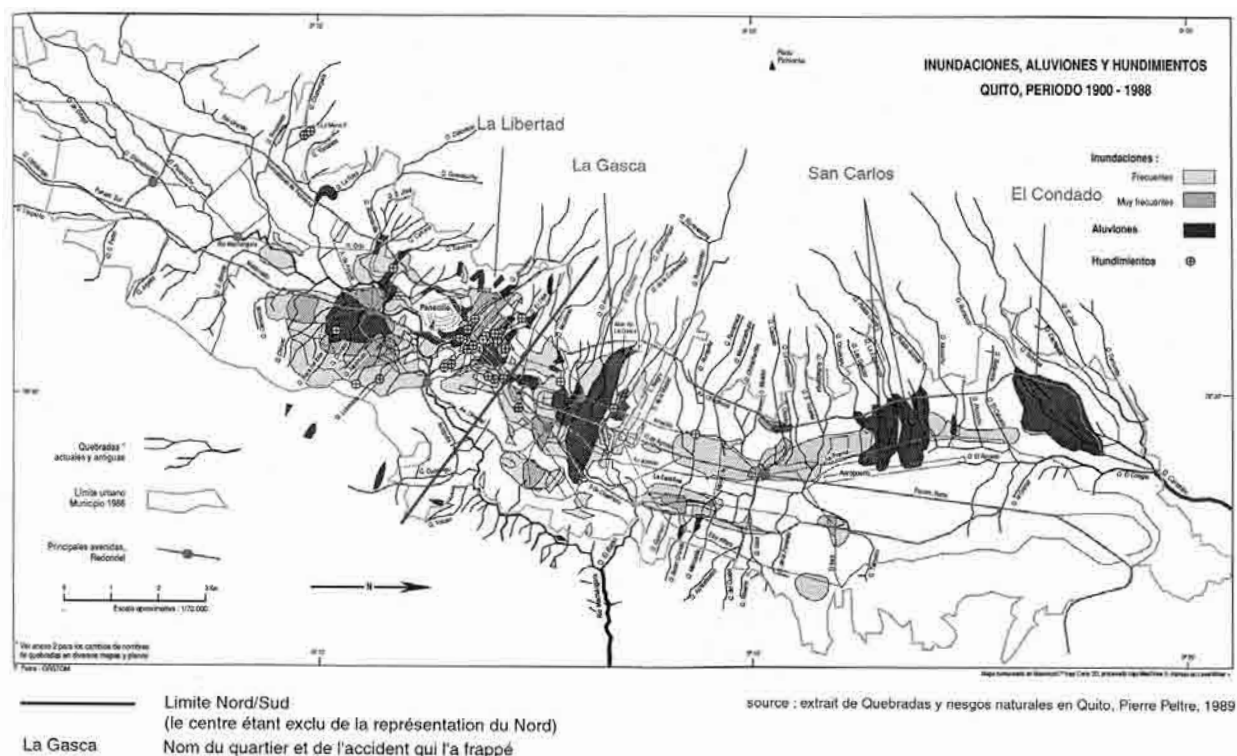


Figure 3 : Espaces accidentés au xx^e siècle d'après le géographe Pierre Peltre.

donc le classement des versants. La terminologie utilisée est pourtant ambiguë face aux objectifs : est-ce le bois qui doit être protégé ou la ville ? Les promoteurs semblent vouloir dire que pour protéger la ville, il faut protéger le bois.

Le premier plan de planification appliqué à la ville en 1942 prévoit que les versants doivent rester vierges de construction : « il ne faudra jamais permettre des constructions sous peine de perdre ce fond vert si attractif et formidable que possède la ville » (Jones-Odriozola G., 1942). Seuls quelques points de vue pourraient être aménagés. Cette vision change peu en trente ans. En 1975, les autorités envisagent de créer une zone de protection sur les versants du Pichincha. C'est le projet « anillo verde » élaboré par les techniciens de la municipalité. L'objectif affiché est de protéger et préserver l'environnement et le paysage des versants. Le secteur des versants doit représenter un « poumon vert » et un espace de détente pour la ville. Il n'est pas encore question de risque mais d'une préoccupation environnementale, largement répandue dans les années soixante-dix, celle de maîtriser la croissance spatiale de Quito. L'étude recommande la création de cette zone de protection tout en prévoyant qu'elle doit atteindre 2 350 000 habitants en 1995, soit près du double du chiffre constaté en 2000 !

En 1976, la municipalité annonce la création d'une « ceinture verte » inconstructible pour « maintenir le paysage de la ville », conserver le bois d'eucalyptus « poumon vert de la ville » et « protéger les quartiers en

aval de possibles crues boueuses ». C'est la première fois que l'existence d'un risque est utilisée pour justifier le traitement particulier des versants. À partir de là, le discours sur l'inconstructibilité des versants mêle l'argument du nécessaire espace vert et celui du risque. C'est le contrôle de l'expansion urbaine qui reste l'enjeu. Cette même année 1976, la limite altimétrique de constructibilité est fixée à 2860 mètres. Or, c'est la compagnie des eaux qui fixe cette limite qui est celle de l'adduction de l'eau potable. La préoccupation est claire : il faut empêcher une croissance de la ville sur les versants, au-delà des aires desservies par l'EMAP². Cependant, l'argumentation s'appuie sur des préoccupations de types environnementaux : jusqu'au début des années quatre-vingt, la nécessité d'avoir un espace vert « régénérant » l'emporte ; à partir de 1982, la crainte de voir se déclencher des crues ou des coulées boueuses s'ajoute à l'argumentaire.

À la fin des années soixante-dix, la thématique du « poumon vert » que représente le bois d'eucalyptus se développe. Le premier maire de l'après-dictature en fait un argument de campagne en rappelant que les espaces verts disparaissent face à la « croissance

2. L'EMAP, régie municipale en charge de l'adduction d'eau potable, a fusionné avec l'EMA, en charge du réseau d'assainissement, pour donner l'EMAAP en 1994. Cette fusion explique également que les préoccupations des deux entités se soient cumulées dans une même logique.

débridée» de la ville. Le plan de planification de 1980 établit sur «la frange occidentale de la ville une aire de protection écologique». Qu'importe si certains rapports scientifiques montrent que l'eucalyptus implanté au XIX^e siècle est une essence qui empêche le développement d'un sous-bois et favorise l'érosion ! L'année suivante, la loi consacre le terme de «bois protecteur» qui permet au gouvernement de classer une aire dont les caractéristiques constituent une défense des ressources naturelles, des ouvrages d'intérêt public et de l'environnement. La loi prévoit notamment la possible expropriation de terrains privés dans les aires classées. Ce classement peut donc être une arme juridique contre une population qui chercherait à s'installer sur les versants. On notera que la défense «d'ouvrages d'intérêts publics» est au même niveau que celle de l'environnement naturel. L'arme juridique est donc déjà prête quand va être décidée la construction de barrages et de canaux.

Tous les morts n'ont pas le même poids politique

À Quito, le terme *bosque protector* se superpose pendant deux ans à celui de «ceinture verte». Dans les deux cas, la municipalité élabore un plan d'expropriation et de relogement qui ne pourra jamais être appliqué face à la détermination des habitants. La superposition des représentations dans les argumentaires montre cependant bien comment sont utilisées l'existence de risques et les craintes pour l'environnement. À partir de 1982, la représentation du bois telle qu'elle est véhiculée dans la presse est aussi bien celle d'un espace vert, source d'oxygène, qu'une protection contre les inondations et les crues boueuses. Avec l'hiver 1982-83, les articles se multiplient mettant en garde contre la déforestation et l'urbanisation des versants. Quito est alors présentée comme une ville vulnérable menacée par les inondations et les crues boueuses. Un long éditorial du *Comercio* du premier janvier 1983 traite des risques morphoclimatiques accusant simultanément l'urbanisation des versants, la déforestation et l'incapacité des égouts à évacuer les eaux pluviales : avec «la croissance urbaine qui se développe sur les parties hautes, provoquant la coupe du bois et générant des groupes marginaux sans services vitaux ni égouts, le sort de Quito est affligeant et apeurant en hiver». Trois jours plus tard l'accident de El Condado dans le nord-ouest de la ville sert de catalyseur. Une coulée boueuse a dévalé le long de la plus grande des *quebradas* du Pichincha. Après avoir traversé l'avenue périphérique, elle pénètre dans la ville faisant trois morts et détruisant une maison. La circulation est interrompue pendant quelques jours. Le 5, le maire demande au président de la République de déclarer l'état d'urgence et de débloquer des fonds. Lors d'une session au Congrès un député de Quito demande aux

élus de s'unir au-delà des clivages pour adopter un projet de loi sur le «cordon vert de Quito» ; l'argumentaire est clair : «cette tragédie ne doit pas nous surprendre puisque le problème se trouve dans la croissance urbaine le long de la frange occidentale. Celle-ci ne peut être contrôlée qu'au travers de la fermeté d'une ceinture verte». Le bois est donc représenté comme une enceinte au-delà de laquelle la ville ne pourrait s'étendre. Il est représenté comme protecteur parce qu'il protège la ville basse des phénomènes naturels mais aussi et surtout de toute urbanisation illégale représentée comme responsable des crues boueuses. Pourtant à l'époque de l'accident, les versants en amont du secteur accidenté ne sont pas occupés. Les rapports montrent que des glissements de terrain ont eu lieu au milieu du sous-bois et qu'ils ont rencontré une crue dans une *quebrada* non remblayée. Ce n'est qu'à partir du moment où le flux rencontre un obstacle (avenue périphérique et *quebrada* canalisée) que commence l'accident. Si une urbanisation est à incriminer c'est celle qui existe en aval, celle qui met en exposition les personnes et les biens, pas celle en amont. Un deuxième accident survient le premier mai, toujours dans le nord-ouest. Il ne fait pas de victimes mais le flux atteint le quartier de l'aéroport. L'impact médiatique atteint son paroxysme et la réaction politique est immédiate. Tant la déclaration de l'état d'urgence adoptée le 3 mai que le décret créant le bois protecteur du Pichincha le 8 juin demandent fermement d'arrêter toute spéculation foncière sur les versants et d'empêcher leur urbanisation. Si dans ce cas les versants en amont commencent à être occupés, les causes du phénomène restent naturelles. L'impact politique et médiatique de ces deux accidents montre bien que c'est le traitement des versants nord-occidentaux qui est en jeu. En effet, quelques semaines auparavant deux accidents affectaient la ville tuant respectivement quatre et huit personnes, détruisant plusieurs maisons. Or, ils ne déclenchent pas de réaction singulière, ne servent de référence à aucune action et ne déclenchent pas d'expertise scientifique. Ils sont respectivement localisés au centre-sud et au sud-est de la ville...

Fortification écologique et division sociale de l'espace

Le nord de la ville a toujours connu des coulées boueuses. Ce qui change dans l'histoire de ce site c'est son urbanisation. Le plan de 1942 consacre une ségrégation déjà naissante : le nord de la ville doit accueillir quartiers résidentiels équipés et centre des affaires, le sud les activités industrielles et les logements ouvriers. C'est à la fin des années soixante que le centre des affaires et une partie des ministères sortent du centre historique pour aller vers le nord. Ce mouvement se poursuit et s'accélère dans les années quatre-vingt. Ce déplacement de la centralité se produit à un moment

de forte croissance démographique de la ville. Il incite également une partie de la population à se rapprocher des emplois c'est-à-dire à migrer vers le nord. Ce mouvement est d'autant plus fort que le centre historique s'est taudifié et qu'une partie pauvre de la population du centre est délogée pour des motifs d'insalubrité.

la pauvreté qui semble gêner que l'existence d'une remise en cause des normes de la planification. Or, depuis le développement du travail de planification, dès les années quarante, les versants nord-occidentaux doivent représenter « un paysage vert, décor en toile de fond de la ville » (Harth-Terré E., 1942). Ils sont d'ailleurs sans cesse classés comme zone inconstructible. Pour que cette inconstructibilité soit effective, différents instruments doivent alors être utilisés. Le développement d'un discours environnementaliste arrive au moment où la pression foncière devient forte sur les versants. Il peut alors être utilisé pour tenter de maîtriser l'expansion urbaine. Les accidents qui surviennent effectivement sont exploités à leur tour quand, pour des raisons de développement urbain, le risque d'origine morphoclimatique est perceptible et subi par certains acteurs urbains (compagnie des eaux, responsables des transports). L'instrumentalisation du risque à des fins de maîtrise de la croissance sur les versants apparaît d'autant plus clairement que la municipalité a autorisé en 1984 l'aménagement d'un centre commercial et d'un quartier de haut standing sur ces versants nord-occidentaux. Le quartier « El Bosque » réalisé après comblement de deux *quebradas* et déboisement d'une partie des terrains n'est jamais dénoncé comme générant du risque. Comme l'écrit un géographe quiténien dans un manuel à destination des enfants : « il est préférable d'assigner ces sols pour les quartiers bourgeois car ils ont les moyens de réaliser une belle architecture qui corresponde au relief » (Gomez N., 1997)...

Le chantier actuel de régulation des débits en eau et en assainissement ne peut se comprendre que dans cette logique des temps longs. Nous avons vu que pour réaliser les barrages, les canaux et les digues, l'EMAAP et la municipalité ont dû souscrire un prêt auprès de la Banque Interaméricaine de Développement. Or, ce prêt est conditionné à l'arrêt des constructions au-dessus des limites légales et au maintien de l'aire écologique établie au sein des limites du projet. Un plan d'expropriation doit être élaboré par la municipalité. Cette dernière et la compagnie des eaux doivent réformer plusieurs règles concernant la légalisation des titres de propriété pour « réduire la migration illégale sur les versants et le contrôle de la division illégale des terres ». Ainsi, l'EMAAP, dès 1998, a réalisé quatre-vingt-quatre expropriations justifiées par la construction des ouvrages et la municipalité en accord avec l'État a créé un commissariat et une police spécifique à cette zone.

Une logique à revoir ?

La lutte contre les aléas morphoclimatiques est surdéterminée par les choix sociaux d'affectation des sols, ici par la représentation de ce que doivent être les versants pour la ville. Dans une situation d'urbanisation, elle peut être assujettie à une logique d'exclu-

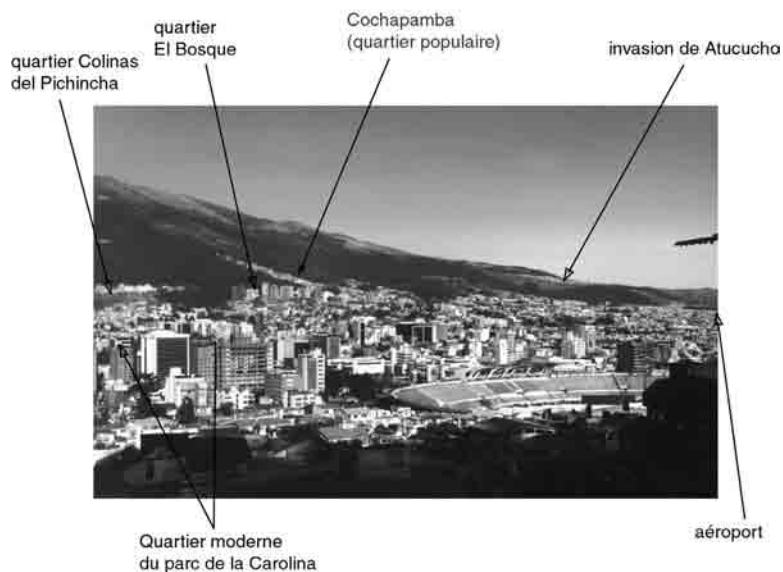


Figure 4 : Vue du Nord-Ouest de la ville depuis les hauteurs du quartier huppé du Batan Alto.

De nombreux quartiers illégaux apparaissent alors sur les versants du nord-ouest de la ville. Ces quartiers surplombent la ville moderne et font face aux quartiers huppés situés sur les versants du nord-est. Les quartiers pauvres et illégaux des versants nord-occidentaux sont ainsi largement visibles de la population intégrée aux normes urbaines ce qui n'est pas le cas au centre ou au sud de la ville (figure 4). Ils le sont également de tous ceux qui arrivent dans la ville : trois des quatre principales entrées de la ville se font par le nord et l'aéroport est au pied de ces versants. De ce fait, les professionnels du tourisme sont un des groupes les plus sensibles à cette situation : pour eux, les versants nord-occidentaux représentent une véritable carte postale de laquelle la ville tire « sa personnalité touristique » (titre d'un article du quotidien *Ultimas Noticias*, 15/07/1976). Or, les constructions illégales risquent de dénaturer ce paysage consacré par les acteurs du secteur touristique. Il est significatif de voir qu'en 1988 un groupe de pression composé des professionnels du tourisme, d'architectes et d'écologistes proches du pouvoir se met en place pour déloger les habitants de l'invasion de Atucucho, quartier illégal trônant à 3200 mètres au-dessus de la ville (figure 4). Dans cette ville que les responsables présentent comme « une des plus planifiées d'Amérique latine » (Carrion F., 1992), c'est moins la présence de

sion. Cette instrumentalisation du risque n'est possible que parce le risque existe : les inondations de la chaussée qui gênent la circulation sont bien réelles; les crues boueuses endommageant certains quartiers sont connues de l'ensemble de la ville. Les acteurs qui ont promu cette politique s'inscrivent dans la logique professionnelle traditionnelle qui privilégie les espaces planifiés et donne à la nature le rôle de contenir la ville. Le risque n'est pas vu par les gestionnaires du réseau d'assainissement de la ville comme un risque d'origine naturelle contre lequel il faudrait prémunir l'ensemble des habitants en commençant par les plus exposés, mais comme un risque amplifié par les habitants nouvellement arrivés.

Or c'est en aval, au cœur de la ville qu'on croit maîtrisée, que se produisent les goulots d'étranglement. Entre deux intangibles, la nature et le centre ville, c'est la population qui joue comme variable

d'ajustement, et doit affronter le risque. D'autres risques, pour l'instant invisibles, peuvent alors surgir : celui de l'appauvrissement de la population déguerpie et de son entrée dans la délinquance, celui de l'enchérissement du service de l'eau et de l'assainissement et du basculement de la fraction inférieure de la classe moyenne dans la population insolvable, celui de l'accroissement du risque dans la ville. En se conformant à la logique historique développée par une partie de l'élite urbaine (gestionnaires municipaux, architectes, professionnels du tourisme, résidents du nord), et en pensant cette logique acceptable parce que majoritairement intégrée par la population, les promoteurs du projet d'assainissement prennent le risque d'une ingouvernementabilité croissante de la ville.

Alexis Sierra

RÉFÉRENCES

Carrion F., (1992), *Ciudades y políticas urbanas*, Quito, éd. Ciudad-Codel.

Gomez N., (1997), *Pasado y presente de la ciudad de Quito*, Quito, éd. Ediguías.

Jones-Odriozola G., (1942), *Plano de planificación urbana*, Quito.

Harth-Terré E., (1942), *Informe sobre el plano urbano*, Quito.

Peltre P., « Quebradas y riesgos naturales en Quito, periodo 1900-1988 », in *Riesgos naturales en Quito, lahares, aluviones y derrumbes del Pichincha y del Cotopaxi*, col. Estudios de geografía, vol. 2, Colegio de geógrafos del Ecuador, Quito.

Perrin J.-L., Fourcade B., Poulenard J., Richard D., Sierra A., (2000), « Quito face au risque d'origine naturelle, les laves torrentielles », *Revue de la Géographie Alpine*, Grenoble.

Alexis Sierra, agrégé de géographie, membre de l'UR 29 de l'Institut de recherche pour le développement, a fait sa thèse de doctorat sur la gestion et les enjeux des espaces à risque en milieu urbain à travers l'exemple des versants et des *quebradas* de Quito en Équateur. Ses recherches portent sur les politiques publiques et l'environnement urbain. Il enseigne dans le secondaire.

< alexisierra2001@yahoo.fr >